

Commémorations du génocide rwandais : Kagame salue un "pas en avant" de la France

France 24, le 07/04/2021 - Plusieurs cérémonies sont organisées mercredi à Paris et à Kigali en hommage aux victimes du génocide des Tutsi au Rwanda. Le président rwandais, Paul Kagame, a salué le rapport Duclert sur le rôle de la France dans les événements de 1994, estimant qu'il "marque un important pas en avant", tandis que Paris ouvrait dans le même temps au public d'importantes archives sur la période du génocide.

Vingt-sept jours pour jour après le début du génocide des Tutsi au Rwanda, plusieurs hommages et cérémonies sont déroulés mercredi à Kigali et à Paris alors que la France a ouvert au public d'importantes archives liées à ce sombre épisode de l'histoire. Une première commémoration a eu lieu à 10 h avec un moment de recueillement et un dépôt de gerbes de fleurs au jardin de la Mairie située dans le parc de Choisy, dans le 13^e arrondissement de Paris. Cette cérémonie a eu lieu en présence de la maire de la capitale, Anne Hidalgo, d'un haut responsable de l'ambassade du Rwanda et de l'association Ibuka, qui œuvre pour la mémoire du génocide et pour le soutien aux rescapés. En fin de matinée, la délégation s'est ensuite rendue au Mémorial de la Shoah pour une deuxième cérémonie en présence du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, et du directeur du Mémorial. "Le Mémorial soutient depuis très longtemps le travail sur l'histoire du génocide des Tutsi et sa diffusion auprès d'un plus large public, à travers des expositions temporaires et des formations pédagogiques", souligne auprès de France 24 Hélène Dumas, historienne spécialiste du génocide des Tutsi, qui rappelle que ce génocide a fait son entrée dans les programmes scolaires en septembre. Le président de l'association Ibuka France s'est dit "heureux que la mémoire du génocide soit inscrite ici et soit accessible à tous" tandis que l'ambassadeur rwandais a rappelé que "la minimisation et la négation du génocide devraient être un crime", demandant que les responsables du génocide soient "extradés le plus vite possible". Pour Anne Hidalgo, le rapport Duclert sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994, rendu fin mars par une commission d'historiens, incarne la "vérité qui met en lumière les responsabilités françaises". "Nos armes contre le génocide, c'est l'enseignement, l'intelligence, le savoir, la transmission", a-t-elle ensuite ajouté. Jean-Michel Blanquer est lui aussi revenu sur le devoir de mémoire. "La vérité historique, c'est un devoir difficile, certes, mais c'est un devoir. Je vous rappelle que depuis septembre 2020, le génocide fait partie des manuels scolaires français", a-t-il déclaré. "Il y a deux ans, Emmanuel Macron a décidé de faire du 7 avril une journée officielle en France. C'est la deuxième fois cette année qu'elle est honorée", précise Alexandra Renard, qui suit les commémorations à Paris pour France 24. Au Rwanda, les hommages ne se limiteront pas à la journée de mercredi. "C'est une semaine entière de deuil national et de recueillement qui débute, 27 ans après le génocide contre les Tutsi, c'est-à-dire le temps d'une génération complète", détaille-t-elle, depuis le Mémorial de la Shoah. Et la journaliste de poursuivre : "L'heure est toujours et encore au devoir de mémoire. À Kigali notamment, les bus ne rouleront pas, les écoles et les lieux de divertissement seront fermés. L'objectif est d'amener la population à réfléchir, de l'encourager à ne pas oublier et à continuer à tendre vers une réconciliation et une unité du pays." Cette journée a aussi été marquée par l'ouverture au public par la France d'importantes archives relatives à la situation au Rwanda entre 1990 et 1994, selon une publication dans le Journal officiel. Il s'agit d'archives de l'ancien président François Mitterrand ainsi que de son Premier ministre de l'époque, Édouard Balladur. Le rapport Duclert, "un important pas en avant" Plusieurs de ces documents, notamment des télégrammes diplomatiques et notes confidentielles, figuraient dans le rapport Duclert. Celui-ci revient sur l'engagement français durant ces quatre années décisives, au cours desquelles s'est mise en place la drève génocidaire du régime hutu, pour aboutir à la tragédie de 1994 : quelque 800 000 personnes, majoritairement tutsies, exterminées dans des conditions abominables entre avril et juillet. "Le rapport permet de mettre des mots sur un savoir qui était déjà solide, grâce au travail important effectué par des militants associatifs pour éclairer les zones d'ombre sur le rôle de la France au Rwanda, et à l'engagement de chercheurs français qui ont concentré leurs efforts sur l'histoire du génocide lui-même à partir des archives rwandaises et de la parole des acteurs", détaille Hélène Dumas. "C'est un début de reconnaissance officielle", ajoute-t-elle. "Mais cette reconnaissance ne sera institutionnalisée que lorsque le président Macron prendra la parole, et même il la prend." Mercredi, le président rwandais Paul Kagame a salué le rapport Duclert, estimant qu'il "marque un important pas en avant vers une compréhension commune de ce qu'il s'est passé". Ce rapport, remis le 27 mars au président français Emmanuel Macron, "marque aussi un changement, il montre un désir, même chez les dirigeants en France, d'avancer avec une bonne compréhension de ce qu'il s'est passé. Nous saluons cela", a ajouté Paul Kagame dans un discours lors des cérémonies de commémoration du génocide.